



## Communiqué de presse, 16 octobre 07

L'ANIT (Association Nationale des Intervenants en Toxicomanie) apprend avec étonnement et inquiétude que les EGUS (Etats Généraux des Usagers de Drogues et de Substitution) ne pourront peut être pas se tenir en 2008, faute du soutien financier de la MILDT.

S'il ne remet pas en compte la pérennité de l'association ASUD (Auto-Support des Usagers de Drogues), ce refus pose la question du devenir de la représentation des usagers. Cette représentation est un des principes fondateurs de la loi de 2002 qui régit les institutions médico-sociales, et notamment les CAARUD (Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour Usagers de Drogues) et CSAPA (Centre de Soins et d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie).

ASUD s'est engagée dans des actions et travaux avec des associations de professionnels, dont l'ANIT. Une convention pour aider à la mise en œuvre des Conseils de la Vie Sociale a été signée entre nos deux associations. Un projet de recherche sur les besoins des usagers de la substitution est en cours de finalisation. Toutes ces actions, et d'autres, participaient d'une socialisation des questions d'usage d'autant plus nécessaire que les décisions de ne pas modifier la loi de 1970 laissent les usagers de drogues illicites dans un statut particulier.

Aujourd'hui, la place des usagers est indissociable des réponses apportées aux problèmes posés par les usages de drogues et conduites addictives. L'accompagnement des usagers et des familles est au cœur de la mobilisation de l'ANIT pour une approche cohérente des addictions. Les EGUS sont une des manifestations qui y participe. Nous ne pourrions que condamner fermement leur disparition.

Jean Pierre COUTERON,  
Président de l'ANIT.